D É C R E T

N.º 1187.

D E L A

CONVENTION NATIONALE,

Du 10 Juillet 1793, l'an second de la République Française;

*Relatif aux coupes des Bois appartenant
aux Parens des Émigrés.*

LA CONVENTION NATIONALE interprétant en tant que de besoin l'article V de la loi du 28 mars, concernant les émigrés, & voulant assurer les droits de la république sur leurs biens, décrète ce qui suit:

A R T I C L E P R E M I E R.

Il est défendu à tous les parens des émigrés, désignés audit article V, de faire exploiter ou vendre, dans les bois à eux appartenant, aucune coupe extraordinaire de futaie, à peine de confiscation du prix & d'une amende égale à ladite confiscation.

I I.

Ceux d'entre parens qui auroient des portions de bois périssantes, & dont la coupe seroit nécessaire, feront

Cas
FRC
10331
10331

tenus de se pourvoir par-devant l'administration du département, qui pourra permettre ladite coupe sur l'avis du directoire du district, & après que la nécessité de la coupe aura été constatée.

I I I.

L'adjudication de la coupe sera faite dans les formes prescrites pour les bois nationaux, & le prix en sera versé ès mains du receveur du district, de la situation des bois.

I V.

Les citoyens débiteurs de rentes envers les parens des émigrés, mentionnés audit article V, pourront se libérer desdites rentes, en consignat le capital ès-mains du receveur du district où lesdits parens sont domiciliés.

V.

Il sera loisible auxdits parens de retirer les capitaux, soit desdites rentes, soit des coupes extraordinaires de bois, en justifiant de l'emploi en acquisitions de terres ou maisons, si mieux ils n'aiment les constituer sur le trésor public, auquel cas l'intérêt leur en sera payé à raison de cinq pour cent.

Visé par l'inspecteur. Signé S. E. MONNEL.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 14 juillet 1793, l'an second de la république. *Signé JEAN BON-SAINT-ANDRÉ, président; BILLAUD-VARENNE, R. T. LINDET & LEVASSEUR, secrétaires.*

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire

mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris, le quatorzième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Française. *Signé* DEFORGUES. *Contresigné* GOHIER. Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.